

La Commission scolaire de Vancouver a bombardé le gouvernement actuel de requêtes pour qu'on l'aide dans l'enseignement des langues. Notre commission veut que le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration aide à instituer des cours d'anglais pour permettre aux immigrants d'apprendre la langue et de trouver des emplois. L'anglais n'est pas enseigné convenablement à nos immigrants à Vancouver pour la bonne raison que le ministère de la Main-d'œuvre estime qu'il ne lui appartient pas d'assurer des cours d'anglais. Je signale ici qu'à moins d'avoir une connaissance de l'anglais, les immigrants obtiendront difficilement un emploi en Colombie-Britannique.

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a parlé des cultivateurs, j'aimerais le faire moi aussi. Un grand nombre de nos cultivateurs éprouvent des grandes difficultés, et ce budget-ci ne les aide pas. Mon collègue de Moose Jaw (M. Skoberg) aurait dit, d'après un article de journal, que les cultivateurs sans argent comptant devraient pouvoir payer leur impôt sur le revenu en déversant des sacs de blé, humide ou sec, sur la colline parlementaire. Ce serait payer en nature. Le ministre peut penser qu'il n'est pas commode d'être payé en grain mais, comme l'a dit mon collègue de Moose Jaw «On est sans le sou... un point c'est tout.» Notre gouvernement n'a donc pas fait grand-chose pour nos cultivateurs.

Je veux maintenant parler des femmes. J'ai reçu une lettre disant que 76 mères non mariées qui travaillent à Toronto voudraient que le gouvernement leur accorde des déductions pour les frais de gardiennes d'enfants. Sans ces gardiennes, il leur est impossible d'aller travailler au dehors et de nourrir leur famille; ces déductions leur sont indispensables pour se payer des gardiennes. C'est une question que je n'ai cessé de remettre sur le tapis depuis que je suis ici. Si toutes les paroles d'encouragement que le ministre a prononcées à ce sujet devaient être attachées l'une à l'autre, elles s'étendraient de Victoria, en Colombie-Britannique, jusqu'à Saint-Jean, à Terre-Neuve. Cependant, les frais de gardiennes ne sont toujours pas déductibles. C'est une autre question que le ministre devrait examiner.

Je parlerai ensuite des pauvres et des malheureux du pays. S'il faut en croire le Conseil économique, il y a des millions de pauvres au Canada. J'ai été très intéressée par le rapport du Conseil canadien des Églises et de la Conférence catholique canadienne qui ont étudié le problème de la conscience chrétienne face

à la pauvreté. Ce groupe religieux a dit dans son rapport à la suite de sa réunion de mai 1968, à Montréal, que les pauvres n'étaient plus prêts à admettre l'ancienne attitude. D'après le rapport de ce groupe religieux, les dépossédés disent maintenant aux privilégiés: «Au diable votre charité! Nous préférons la justice.» Ce budget ne rend pas justice à nos pauvres.

Je pourrais continuer indéfiniment à parler des vieillards pensionnés, des retraités, de nos jeunes, des anciens combattants, des Indiens, des immigrants et des mères non mariées avec des enfants à charge. La réaction de tous ces gens devant ce budget n'est qu'un long gémissement collectif. Ils gémissent car ils n'ont plus confiance dans le gouvernement. Abraham Lincoln a dit un jour que la raison légitime du gouvernement était de faire pour la collectivité ce qui devait être fait mais qu'elle ne pouvait faire elle-même. Notre gouvernement souscrit à cette déclaration en temps de guerre mais non point en temps de paix. Nous devons convaincre le gouvernement d'y souscrire et de faire pour nos concitoyens en temps de paix ce qu'il a fait pour eux en temps de guerre seulement.

Les députés de notre parti ont décrit les mesures que le gouvernement devrait prendre. Le rapport Carter devrait être appliqué. Après tout, les contribuables ont payé en bel et bon argent ce rapport qui déclare que les gens devraient être imposés conformément à leur disponibilité. Nous avons dit au gouvernement qu'il doit protéger les industries canadiennes contre les empiétements des sociétés étrangères, qu'elles soient des États-Unis, d'Afrique du Sud ou d'ailleurs. Nous avons déclaré que le revenu devait être employé à venir en aide au secteur public. L'argent doit servir aux hôpitaux, au logement, à l'instruction, aux pensions, à la lutte contre la pollution et non point à renflouer des sociétés privées qui accumulent des dettes de 80 millions de dollars que le gouvernement s'empresse de défalquer sous prétexte qu'il s'agit d'une formalité. Nous avons déclaré que les belles paroles au sujet du revenu garanti doivent se traduire par des faits. Ce rapiécage de dons et de subventions octroyées aux diverses formes de sécurité sociale doit être remplacé par un bon plan de revenu garanti qui protégera les citoyens.

• (4.50 p.m.)

Voilà les besoins dont le gouvernement fédéral devrait se préoccuper, en 1969. Mais ce qui importe avant tout, c'est d'obtenir la collaboration sincère de la population grâce aux organisations locales. C'est là quelque chose dont le gouvernement ignore tout et